



NATIONS UNIES, PÔLE DE COORDINATION,  
SYSTÈMES ALIMENTAIRES

# Points de contact régionaux avec les Coordonnateurs nationaux

Sessions des 7, 8 et 21 juillet 2022

2022



**NATIONS UNIES**  
PÔLE DE COORDINATION  
SYSTÈMES ALIMENTAIRES

## Points de contact régionaux avec les Coordonnateurs nationaux

Sessions des 7, 8 et 21 juillet 2022

### Résumé

Lors des [points de contact régionaux](#) qui ont réuni les Coordonnateurs nationaux, le Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et le Groupe de réponse à la crise mondiale (GCRG) en juillet 2022 (section 1), les 60 équipes de coordination ont fait référence aux chocs (COVID-19, changement climatique et conflit) qui affectent les systèmes alimentaires nationaux et contribuent aux défis auxquels sont confrontés les producteurs alimentaires, en particulier ceux qui possèdent de petites exploitations, et les plus pauvres qui ne peuvent pas accéder à une alimentation nutritive suffisante (section 2).

La crise mondiale est [une succession de chocs externes](#) qui impactent le coût de la vie, entraînant des difficultés particulières pour les plus pauvres. Elle contribue aux difficultés rencontrées par les petits producteurs alimentaires (notamment en ce qui concerne l'accès aux engrais et l'augmentation des coûts de transport), compromet la viabilité de nombreuses petites et moyennes entreprises, notamment dans les zones rurales, et conduit à des stratégies d'adaptation des ménages qui mettent en danger la nutrition, la santé et le bien-être des femmes et des jeunes enfants des groupes défavorisés ainsi que d'autres membres vulnérables de la société. Dans certains cas, notamment dans les communautés touchées par des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses, on observe une forte augmentation du nombre de personnes nécessitant une aide humanitaire vitale.

Les Coordonnateurs nationaux ont décrit la manière dont les feuilles de route pour la transformation des systèmes alimentaires nationaux, élaborées en vue du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, sont adaptées pour tenir compte de la succession des chocs. La section 3 décrit comment les Coordonnateurs nationaux [continuent à travailler sur la transformation des systèmes alimentaires](#). Leurs approches peuvent être divisées en trois catégories : premièrement, les Coordonnateurs des pays où les feuilles de route continuent d'offrir des orientations stratégiques précieuses pour la transformation des systèmes alimentaires tels qu'ils sont ; deuxièmement, les Coordonnateurs des pays où l'urgence de la crise a entraîné un ralentissement à court terme de la mise en œuvre de l'action de transformation ; et troisièmement, les Coordonnateurs des pays où l'urgence immédiate de la réponse à la crise a entraîné la mise en attente de l'effort de transformation à plus long terme. Tous les Coordonnateurs estiment que la mise en œuvre réussie d'une transformation à plus long terme est essentielle à la réalisation des systèmes alimentaires du futur.

Les Coordonnateurs ont échangé entre eux sur la manière dont les gouvernements [répondent aux chocs des systèmes alimentaires en soutenant la production et la disponibilité d'aliments nutritifs](#) (section 4). Beaucoup ont souligné la nécessité d'une transformation à plus long terme des systèmes alimentaires afin de les rendre équitables et afin qu'ils produisent des aliments nutritifs par le biais de moyens durables. Lors des cinq sessions des points de contact, les témoignages directs des Coordonnateurs ont fait écho aux observations et recommandations formulées par le volet alimentaire du Groupe

de réponse à la crise mondiale (GCRG). La nécessité de réduire la dépendance à l'égard des importations et d'accroître la production locale durable de denrées alimentaires nutritives a été soulignée par tous. Dans certains cas, il s'agissait d'encourager la consommation de variétés locales et non familières et d'adapter les chaînes de valeur à cette nouvelle réalité. Les gouvernements accordent une attention particulière au soutien et à la protection des producteurs alimentaires, notamment les petits exploitants, afin de réduire les difficultés qu'ils rencontrent pour maintenir leur production et conserver leurs moyens de subsistance. L'accent est systématiquement mis sur l'aide aux producteurs pour trouver des moyens plus efficaces d'utiliser des intrants agricoles coûteux et rares (par exemple, l'eau pour l'irrigation et les engrais pour la nutrition des sols), ou rechercher des alternatives (comme les engrais organiques).

La section 5 est centrée sur la manière dont les gouvernements **répondent aux chocs des systèmes alimentaires en protégeant l'accès des personnes défavorisées aux aliments dont elles ont besoin** pour être bien nourries et en bonne santé. Elle reflète l'accent mis par le volet alimentaire du GCRG sur les besoins nutritionnels spécifiques des femmes et des jeunes enfants, ainsi que des personnes âgées, des personnes handicapées, des réfugiés et d'autres personnes se trouvant dans des situations particulières. Les Coordonnateurs apprécient les informations qui permettent d'identifier les groupes les plus vulnérables de la société, leur localisation, la nature de leur vulnérabilité et leur évolution dans le temps. Ces informations sont essentielles pour faciliter l'adaptation des régimes de protection sociale et des initiatives de lutte contre la pauvreté, y compris les filets de sécurité. Dans de nombreux pays, les gouvernements et les parties prenantes s'appuient sur le soutien apporté aux populations pendant les épidémies de COVID-19 et les efforts de réponse. L'accent a été mis sur la charge que représente pour les personnes vulnérables l'augmentation du coût de la vie et la stratégie d'adaptation qui consiste à réduire leur consommation d'aliments nutritifs. Les actions comprenaient des efforts visant à réduire les coûts des aliments nutritifs prioritaires essentiels à la santé et au bien-être des plus vulnérables.

Les Coordonnateurs se sont concentrés sur la meilleure façon de **garantir une réponse bien coordonnée et financée aux différentes manifestations de la crise mondiale au niveau national** (section 6). Les Coordonnateurs considèrent que la coordination au niveau national au sein des secteurs et entre les parties prenantes, la synergie des actions et les consultations constantes entre les parties prenantes sont toutes essentielles et nécessitent une attention constante. Ils apprécient l'utilisation des plateformes multipartites existantes lorsqu'elles sont disponibles et l'augmentation de la diversité de l'engagement en recherchant les petits producteurs et transformateurs de denrées alimentaires, les populations autochtones, les PME, les femmes et les jeunes. Des relations de travail efficaces avec les partenaires internationaux, notamment ceux du système des Nations Unies, sont d'une importance cruciale, la priorité étant de mobiliser une aide financière souvent modeste pour continuer à adapter les feuilles de route. Les Coordonnateurs ont clairement exprimé l'espoir que leurs liens avec les coalitions du Sommet débouchent sur des engagements à long terme en faveur d'une action conjointe ainsi que des ressources.

L'évaluation des **spécificités régionales** (section 7) indique que les Coordonnateurs sont préoccupés par le défi que représente la pénurie d'eau liée au changement climatique, combinée aux effets des conflits violents sur le fonctionnement des systèmes alimentaires

---

dans certains pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord. Les vertus de la constitution de réserves alimentaires, de la réduction des pertes de récoltes et de l'investissement dans les infrastructures pour améliorer la productivité ont été identifiées. Les Coordonnateurs d'Europe et d'Asie centrale ont donné la priorité à l'augmentation de la production locale, à l'aide aux personnes pauvres afin qu'elles puissent accéder à ce dont elles ont besoin, et à la nécessité de faire face à des compromis difficiles. Les Coordonnateurs d'Amérique latine et des Caraïbes coordonnent les efforts visant à améliorer la résilience des moyens de subsistance des personnes vulnérables, y compris les petits producteurs, même si les efforts peuvent être détournés en cas de changement de gouvernement. Les Coordonnateurs d'Afrique sont particulièrement préoccupés par les conséquences du changement climatique et des événements exceptionnels ainsi que par l'urgence d'accroître la résilience du système, notamment grâce à des systèmes d'alerte précoce.

Les [domaines d'intérêt émergents](#) (section 8) comprennent a) l'anticipation et la préparation aux chocs, b) des efforts systématiques pour réduire l'incertitude du marché et stabiliser les prix, c) l'emphase mise sur la prévention de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition chez les personnes vulnérables, d) l'augmentation des ressources pour l'aide alimentaire humanitaire, e) l'examen systématique des feuilles de route pour évaluer les besoins d'adaptation et f) l'accent mis sur la solidarité entre les nations.

La section 9 indique que les [Coordonnateurs nationaux attendent avec impatience les futures sessions des points de contact](#). Ils souhaitent interagir davantage les uns avec les autres, avec le Pôle et avec les coalitions, et recherchent des informations sur les attentes des gouvernements dans le cadre du Bilan 2023 sur la transformation des systèmes alimentaires nationaux.

Les [Conclusions](#) de la section 10 reflètent l'importance des sessions et la valeur accordée à leurs résultats à la fois par le directeur du Pôle et par le volet alimentaire du GCRG. D'autres points de contact sont prévus dans les mois à venir.

## 1. Contexte des sessions

Au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de septembre 2021, 163 États membres, dont 77 chefs d'État et de gouvernement, ont fait des [déclarations](#) qui soulignent l'importance des systèmes alimentaires pour faire avancer l'Agenda 2030 aux niveaux national et mondial. 148 États membres ont nommé des [Coordonnateurs à la tête des Concertations nationales](#) et 117 ont présenté à ce jour des [feuilles de route nationales pour la transformation des systèmes alimentaires](#) qui offrent une base pour concrétiser la vision de l'Agenda 2030 au niveau national, dans des contextes nationaux particuliers avec un éventail de parties prenantes.

À la mi-mars 2022, suite à la guerre en Ukraine, le Secrétaire général des Nations Unies a mis en place un [Groupe de réponse à la crise mondiale](#) (GCRG) afin de fournir des alertes précoces sur les pays exposés aux chocs systémiques, ainsi que sur les populations et les lieux les plus exposés à l'interaction de ces chocs. La [première note de synthèse du GCRG](#) a été publiée le 13 avril 2022 : elle présente les conséquences



mondiales de la guerre en Ukraine sur les systèmes alimentaires, énergétiques et financiers. La [deuxième note de synthèse du GCRG](#) a été publiée le 8 juin 2022 : elle porte notamment sur la sécurité alimentaire et les crises liées aux engrais. [La troisième note de synthèse](#), axée sur l'énergie, a été publiée en août 2022.

Depuis le Sommet sur les systèmes alimentaires de septembre 2021, les Coordonnateurs et leurs équipes ont développé et utilisé des feuilles de route nationales, et se sont appuyés sur les politiques et stratégies existantes pour faire progresser la transformation des systèmes alimentaires conformément aux ODD. Dans de nombreux cas, les équipes de coordination travaillent dans plusieurs secteurs et font appel à de multiples parties prenantes, aux niveaux infranational, national et régional. Face à l'évolution des chocs systémiques, les Coordonnateurs révisent et adaptent leurs feuilles de route, leurs politiques et leurs stratégies, tout en cherchant des moyens de continuer à tenir leurs engagements en matière de développement durable et d'action climatique.

En juillet 2022, le Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, en collaboration avec deux des co-responsables du volet alimentaire du Groupe de réponse à la crise mondiale du Secrétaire général des Nations Unies, a organisé une série de cinq [Points de contact régionaux pour les Coordonnateurs nationaux](#). Ils ont été conçus afin de permettre aux Coordonnateurs nationaux de présenter la façon dont les feuilles de route pour la transformation des systèmes alimentaires nationaux sont adaptées aux chocs actuels sur les systèmes alimentaires, énergétiques et financiers. Les Coordonnateurs nationaux et leurs représentants ont été invités à faire des remarques sur l'impact des chocs sur les feuilles de route pour les processus de transformation des systèmes alimentaires en cours, ainsi que sur les mesures prises pour atténuer et renforcer la résilience à ces chocs et protéger les personnes les plus touchées et les plus vulnérables.

Un total de 59 pays et l'Union européenne ont participé à ces sessions qui ont démarré par une présentation des répercussions réalisée par l'économiste en chef de la FAO et co-responsable du volet alimentaire pour le Groupe de réponse à la crise mondiale des Nations Unies, M. Maximo Torero. La présentation a fait le point sur l'état actuel de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde qui, malheureusement, n'est pas près d'atteindre les ODD pertinents ni aucun des objectifs en matière de nutrition.

Cette note résume les points clés partagés par les 60 équipes de coordination qui se sont jointes aux points de contact régionaux, ainsi que les contributions écrites de 17 autres équipes<sup>1</sup>.

## 2. La crise mondiale : une succession de chocs externes

Au cours du Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021, les responsables nationaux ont décrit comment les contextes dans lesquels les systèmes alimentaires se transforment évoluent. Il s'agit du résultat d'une succession de chocs [externes](#), notamment la pandémie de COVID-19 et les phénomènes météorologiques défavorables dus au changement climatique, ainsi que les catastrophes naturelles, les maladies animales et l'invasion de parasites (tels que les criquets). Leurs stratégies à plus long terme, axées sur la réalisation

---

<sup>1</sup> Voir les listes des pays qui ont rejoint les points de contact régionaux ou qui ont envoyé des remarques écrites dans l'annexe 1.

des objectifs de développement durable d'ici à 2030, ont donné la priorité à la résilience, à la durabilité et à l'équité des systèmes alimentaires.

Le nombre et l'intensité croissants des conflits violents et la guerre en cours en Ukraine, ont toutefois exacerbé les perturbations actuelles des systèmes alimentaires, énergétiques et financiers.

Par conséquent, des millions de personnes doivent actuellement vivre avec moins et faire face à ce qui est devenu la plus grave crise du coût de la vie depuis une génération. Les producteurs alimentaires ont de plus en plus de mal à accéder à l'énergie et aux engrais, ainsi qu'à faire face à l'augmentation des coûts du transport. En outre, les chaînes d'approvisionnement sont perturbées, les pauvres ont une alimentation moins nutritive en raison des difficultés d'accès aux aliments nutritifs, particulièrement coûteux, les nations les plus pauvres doivent faire face à une augmentation des factures pour les produits importés, et dans les régions gravement touchées par la sécheresse et les conflits, le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire grave est en forte augmentation.

Dans les mois à venir, la crise pourrait entraîner une baisse de la disponibilité de certaines cultures alimentaires (notamment le riz), car les agriculteurs ne peuvent pas faire face aux coûts élevés des engrais nécessaires à la production.

La capacité des nations à faire face aux chocs externes peut être compromise si elles connaissent également une instabilité ou/et des conflits internes.

Les contributions des Coordonnateurs nationaux ont fait écho aux [recommandations évolutives du volet alimentaire du GCRG](#). La recommandation générale est de mettre l'accent dans les pays sur l'accès de tous à la nourriture nécessaire pour que les foyers soient bien nourris.

### 3. Combiner la transformation des systèmes alimentaires aux réponses à la crise

Les efforts déployés au niveau national pour faire avancer la transformation des systèmes alimentaires conformément aux feuilles de route nationales élaborées lors du Sommet se poursuivent dans toutes les régions. De nombreux Coordonnateurs nationaux ont annoncé comment les feuilles de route sont utilisées comme base pour le développement de politiques stratégiques, l'adoption de plans d'action nationaux, le développement de propositions de financement et la création de groupes de travail nationaux. Plusieurs des Coordonnateurs nationaux ont été renommés.

Il existe globalement trois groupes de pays.

Premier groupe : les pays dans lesquels le processus de transformation des systèmes alimentaires et les réponses aux chocs actuels sont bien couverts par ce qui figure dans la feuille de route nationale. Des annexes supplémentaires peuvent être développées pour mettre en évidence les stratégies et les mesures déployées pour répondre aux crises. Les Coordonnateurs peuvent se concentrer tout particulièrement sur les moyens de mise en œuvre en donnant la priorité à des réponses spécifiques, en mettant l'accent sur le développement de la résilience des systèmes alimentaires ou sur la mobilisation de fonds

pour des investissements urgents liés à la crise : cela implique parfois les coalitions du Sommet.

Deuxième groupe : les pays dans lesquels la mise en œuvre de la feuille de route nationale a été affectée par la crise à court terme, mais où l'intention de mettre en œuvre la stratégie de transformation à long terme définie dans la feuille de route reste forte. Les feuilles de route sont revues et adaptées souvent par le biais de concertations multipartites inclusives qui s'appuient sur les procédures utilisées lors du Sommet sur les systèmes alimentaires.

Troisième groupe : les pays dans lesquels l'urgence de la crise et les efforts nécessaires à la réponse d'urgence ont entraîné un ralentissement marqué des activités prévues dans la feuille de route suite à une réorientation des priorités gouvernementales.

La position générale de tous les Coordonnateurs tout au long des sessions fut que la mise en œuvre effective des feuilles de route nationales pour la transformation des systèmes alimentaires doit être soutenue afin de s'attaquer aux causes structurelles sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition des populations. Les Coordonnateurs ont demandé une assistance technique pour les efforts déployés dans les pays afin de mettre en œuvre ces transformations conformément aux feuilles de route nationales, notamment par l'intermédiaire des équipes pays des Nations Unies, ainsi que des partenaires régionaux et mondiaux.

#### 4. Réagir aux chocs des systèmes alimentaires en soutenant la production et la disponibilité d'aliments nutritifs

##### *Stimuler la production locale d'aliments nutritifs et encourager la consommation d'aliments produits localement.*

Les Coordonnateurs nationaux ont décrit comment la résilience aux chocs est améliorée en augmentant la production locale et en réduisant la dépendance aux importations par la constitution de réserves stratégiques et la diversification des chaînes d'approvisionnement pour faire baisser les prix. Des réserves alimentaires sont constituées aux niveaux national, régional et local. Les Coordonnateurs des pays du Proche-Orient ont fait état de l'élaboration de lignes directrices pour les chaînes de valeur spécifiques au contexte et sensibles aux conflits. Les Coordonnateurs d'Afrique ont décrit la façon dont diverses cultures alimentaires devenaient disponibles sur les marchés locaux. Les Coordonnateurs européens ont expliqué comment les gouvernements cherchaient à stimuler la productivité agricole afin d'augmenter les exportations et d'assurer un approvisionnement suffisant pour la consommation intérieure.

##### *Soutenir les petits exploitants agricoles.*

Les Coordonnateurs nationaux ont décrit comment les agriculteurs bénéficient d'un soutien technique et financier par le biais de prêts à taux zéro, de régimes d'allégement fiscal, de changements dans les politiques de subvention pour l'agriculture et l'énergie, y compris des subventions pour les engrais, et d'une assistance pour l'achat et l'utilisation efficace d'intrants et de machines agricoles. Certains Coordonnateurs ont expliqué que les contrats entre les agriculteurs et les grossistes sont en cours de renégociation pour être plus équitables et plus favorables, offrant aux agriculteurs des revenus plus élevés pour compenser la hausse des coûts.

Les Coordonnateurs ont insisté sur le soutien apporté aux petits exploitants et aux agriculteurs de subsistance, ainsi qu'aux femmes et aux jeunes travaillant dans le secteur agricole, en facilitant leur accès aux intrants et au crédit. Dans certains cas, l'accès aux engrais, aux semences et au carburant pour les machines est également soutenu par la distribution de bons pour ces biens.

*Investir dans les infrastructures locales et renforcer la capacité des systèmes de distribution en mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises (PME).*

Les Coordonnateurs ont décrit comment les gouvernements renforcent la résilience du système alimentaire et réduisent la vulnérabilité des petits exploitants en augmentant la production locale, en constituant des stocks de réserve alimentaire et en créant des chaînes d'approvisionnement localisées. À cette fin, ils augmentent le nombre de centres de distribution agricole, améliorent les installations de stockage, développent les programmes de location de machines agricoles et créent des routes d'accès praticables par tous temps. Une formation technique sur la gestion des stocks alimentaires et sur l'utilisation plus efficace de l'eau pour l'irrigation est également dispensée. Les agriculteurs tirent profit des nouvelles technologies et d'autres innovations pour accroître l'efficacité avec laquelle ils utilisent des ressources rares telles que l'eau et les engrais. L'accent est également mis sur une plus grande transparence en matière de disponibilité des intrants agricoles et des denrées alimentaires, ce qui devrait encourager une moindre thésaurisation des produits de première nécessité.

*Aligner les objectifs de transformation des systèmes alimentaires à plus long terme sur les impératifs à court terme de la réponse à la crise.*

Les Coordonnateurs nationaux ont décrit les efforts déployés pour continuer à développer la production agricole locale conformément à l'Agenda 2030 pour le développement durable et aux ODD. Ils ont souligné le dilemme entre la stimulation de la production agricole et la réalisation des objectifs définis en matière de durabilité et d'émissions de gaz à effet de serre. Ils concluent que toutes les interventions doivent inclure des mesures d'atténuation et d'adaptation au climat, car toutes les questions sont liées. Le changement climatique et la sécurité alimentaire ne doivent pas être traités comme des questions distinctes. La crise actuelle a été décrite comme une opportunité de se concentrer sur des solutions durables telles que la réduction de l'utilisation d'engrais chimiques et de pesticides en augmentant l'efficacité de leur utilisation et en incorporant des produits biologiques. D'autres solutions consistent à réduire les pertes et les déchets alimentaires et à accroître les pratiques agricoles respectueuses de la nature. Dans le même temps, certains agriculteurs en Europe ont bénéficié de dérogations temporaires qui leur permettent de reporter les efforts de transition écologique dans leurs pratiques agricoles en vue d'augmenter rapidement la production.

*Encourager les actions visant à stabiliser les prix et à réduire l'incertitude du marché.*

Tout au long des sessions régionales, les Coordonnateurs ont souligné l'importance vitale de maintenir le commerce international ouvert et transparent.



## 5. Répondre aux chocs des systèmes alimentaires en protégeant l'accès des populations à la nourriture dont elles ont besoin

*Garantir l'accès de tous les peuples à une alimentation nutritive, protéger le droit à l'alimentation et améliorer l'accès à la protection sociale.*

Les Coordonnateurs nationaux rapportent que les gouvernements ont lancé des évaluations et des enquêtes au niveau des ménages, en se concentrant particulièrement sur les femmes et les enfants, afin d'évaluer les impacts interdépendants des chocs énergétiques, alimentaires et financiers et d'identifier les populations les plus touchées. Ils ont indiqué que les informations sur les groupes vulnérables au sein d'une population et sur l'évolution de leur vulnérabilité sont essentielles pour que les feuilles de route des systèmes alimentaires nationaux puissent être adaptées en fonction de l'évolution des circonstances.

Les Coordonnateurs nationaux ont souligné l'importance des régimes de protection sociale et décrit comment les programmes de lutte contre la pauvreté et les filets de sécurité sont renforcés afin de protéger les populations les plus touchées. Certains gouvernements ont conservé les mécanismes d'assistance sociale qui ont été mis en place en réponse à la pandémie de COVID-19 et s'en inspirent pour mieux protéger les plus vulnérables. Les approches spécifiques comprennent des mesures de relance soutenues par le gouvernement et conçues pour les groupes communautaires les plus pauvres, l'emploi temporaire des travailleurs licenciés dans les industries touchées, le soutien aux petites entreprises, l'octroi de prêts à taux zéro aux femmes entrepreneures et aux jeunes chômeurs dans les zones rurales, une couverture accrue des filets de sécurité, l'allègement fiscal pour les citoyens et la mise en œuvre de subventions pour les carburants, l'énergie et le gaz..

Les Coordonnateurs nationaux ont souligné l'importance de la révision des salaires des employés pour refléter l'augmentation du coût de la vie. L'un d'eux a indiqué que le salaire minimum national pour les employés du secteur privé a été augmenté. Au cours de la discussion, il a été souligné que pour certains pays, en particulier dans le Pacifique, l'accès aux régimes formels de protection sociale est limité, et que cela exige une attention urgente.

*Permettre l'accès à des interventions nutritionnelles spécifiques pour prévenir la malnutrition chez les femmes, les nourrissons et les jeunes enfants vulnérables.*

Les Coordonnateurs nationaux ont indiqué que l'accès aux aliments nutritifs pour tous est une priorité majeure pour les gouvernements nationaux, du fait de l'augmentation des factures alimentaires des ménages. L'assistance sociale, conçue pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et les approches basées sur l'alimentation pour prévenir la malnutrition ont été présentées comme des éléments clés des stratégies nationales. Les réponses comprennent : la mise en œuvre de mécanismes actifs de surveillance et de régulation des prix alimentaires ; la distribution de bons agroalimentaires pour améliorer l'accès des ménages vulnérables à faible revenu à des aliments nutritifs, tels que des cartes de paiement pour l'achat de fruits, de légumes et de viande ; la réduction des taxes de vente pour réduire les prix des produits alimentaires ; la subvention de la production d'aliments locaux ; et le développement de marchés et de banques alimentaires où les produits alimentaires de base peuvent être achetés à très bas prix.

---

Les Coordonnateurs ont rapporté que les ménages, notamment les femmes, les enfants et les populations autochtones, sont de plus en plus nombreux à faire face à un réel risque de malnutrition. La priorité est de permettre à ces ménages à risque d'accéder à des aliments nutritifs, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de 2 ans. Les Coordonnateurs ont rapporté que leurs gouvernements souhaitent donner la priorité à l'augmentation de la capacité des ménages à s'offrir une alimentation saine en se concentrant sur la transformation pour des systèmes alimentaires durables. Ces mesures permettraient aux ménages vulnérables d'avoir accès à des aliments nutritifs, grâce à des interventions rentables visant à réduire les prix que les consommateurs doivent payer pour ces aliments.

Les gouvernements nationaux se sont efforcés de faire baisser les prix des aliments en suspendant les droits d'importation et les tarifs douaniers pour les produits prioritaires du panier de la ménagère, comme le blé, ou pour les produits essentiels comme les aliments pour animaux. Les informations relatives au suivi des prix des aliments sur les marchés et les données socio-économiques de la population sont utilisées pour éclairer les décisions et prévoir les effets des hausses de prix sur les différents groupes de population : cela permet aux autorités de réagir efficacement et contribue à décourager la spéculation. Les Coordonnateurs ont décrit la façon dont les gouvernements allouent des ressources techniques et financières à cette fin.

Les Coordonnateurs ont décrit d'autres initiatives visant à protéger la nutrition, telles que la révision des lois relatives à l'éligibilité des écoliers à l'accès aux repas dans les écoles, les programmes d'aide alimentaire aux réfugiés, et les projets de développement menés par les communautés comme les jardins communautaires pour augmenter la production d'aliments nutritifs dans les zones urbaines.

## 6. Assurer une réponse bien coordonnée et financée

### Mobiliser des fonds pour des actions urgentes et à long terme en faveur des personnes et des communautés menacées.

#### *(a) Coordination au niveau national*

Les Coordonnateurs nationaux ont souligné la nécessité d'encourager des réponses coordonnées dans les pays en engageant différents secteurs du gouvernement et un éventail de parties prenantes, y compris les institutions publiques, les petits et gros producteurs alimentaires, les consommateurs, la société civile, les entreprises, les organisations universitaires et les agences des Nations Unies. Cela contribue à l'efficacité de l'utilisation des ressources et à la synergie des actions de réponse. Les gouvernements intensifient les consultations avec les organisations d'agriculteurs, les entreprises, les instituts de recherche, les ONG, la société civile et les autres parties prenantes du système alimentaire, tant pour sensibiliser aux problèmes que pour élaborer des réponses conjointes. Les gouvernements communiquent aussi régulièrement et collaborent avec le secteur privé pour rechercher des options permettant de soutenir la production alimentaire et de garantir l'efficacité des mesures prises pour répondre à la crise.

#### *(b) Accroître la diversité de l'engagement des parties prenantes*

Les Coordonnateurs nationaux ont souligné l'importance d'impliquer les parties prenantes à tous les niveaux de la société. Les Coordonnateurs des pays d'Asie ont notamment indiqué qu'ils utilisaient les plateformes multipartites existantes aux niveaux provincial et local pour garantir la poursuite de l'engagement des parties prenantes et de concertations. Ces plateformes ont été utilisées dans le cadre de la réponse à la COVID-19 : les gouvernements les trouvent utiles pour anticiper et se préparer à l'impact potentiel des perturbations des systèmes alimentaires, énergétiques et financiers, et pour y répondre rapidement dès qu'elles surviennent. Des efforts supplémentaires sont déployés pour engager les groupes de parties prenantes qui reflètent les intérêts souvent communs des petits producteurs et transformateurs alimentaires, des populations autochtones, des PME, des femmes et des jeunes.

*(c) Travailler avec des organisations et des partenaires internationaux*

Les gouvernements travaillent en étroite collaboration avec les représentants nationaux et régionaux des partenaires internationaux, en particulier les entités du système des Nations Unies, par l'intermédiaire des bureaux nationaux de la FAO, du PAM, de l'OMS et du FIDA, ainsi que des institutions financières internationales (notamment la Banque mondiale et les banques régionales de développement) et d'autres institutions internationales. Les équipes pays des Nations Unies apportent un soutien technique, une assistance aux projets et des conseils, ainsi qu'un soutien pour mobiliser des fonds, notamment pour augmenter la disponibilité des aliments produits localement, réduire les factures d'importation liées à l'alimentation et soutenir la dynamique de transformation des systèmes alimentaires. La nécessité d'un accès continu à des fonds modestes pour soutenir les efforts de transformation a été soulignée tout au long des sessions régionales.

*(d) Mobiliser l'aide financière*

Les gouvernements nationaux s'emploient activement à mobiliser des fonds pour des programmes et des projets visant à répondre à la crise. Plusieurs équipes pays des Nations Unies rapportent avoir soumis des propositions au Fonds commun des Nations Unies pour les ODD pour une action combinée des entités du système de l'ONU au nom des gouvernements nationaux. Elles bénéficient d'un soutien financier d'urgence. Les gouvernements nationaux s'efforcent de sensibiliser les donateurs : certains rencontrent les points focaux de la coalition du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en vue d'obtenir des ressources supplémentaires. Les Coordonnateurs des pays à revenu élevé ont souligné la nécessité pour la communauté internationale de coordonner le soutien aux gouvernements afin de garantir un décaissement effectif de l'aide et un impact maximal. Les populations des pays qui font face à des conflits violents sont confrontées à des risques accrus d'insécurité alimentaire et les gouvernements tout comme les organisations d'aide éprouvent des difficultés particulières à mobiliser des fonds pour répondre à leurs besoins.

*(e) S'engager dans des processus internationaux*

Les Coordonnateurs nationaux apprécient les occasions de s'engager avec les partenaires mondiaux, de recevoir leurs recommandations sur les actions à privilégier et de collaborer à des réponses efficaces. Ils continuent à être vus et entendus dans les processus internationaux qui contribuent aux efforts de transformation des systèmes alimentaires nationaux, notamment ceux organisés par le système des Nations Unies, par les organisations régionales, autour d'initiatives mondiales (comme le G20 ou le G7) et en préparation de la COP27. Les Coordonnateurs soulignent constamment leur besoin d'un soutien financier adéquat.

## 7. Spécificités régionales

Les représentants régionaux des Nations Unies présents lors de la session ont présenté les efforts déployés au niveau régional pour rassembler les ressources des Nations Unies afin de soutenir la mise en œuvre des feuilles de route nationales et la transformation des systèmes alimentaires nationaux.

Au cours de la session consacrée à la région du [Proche-Orient et de l'Afrique du Nord](#), il est apparu qu'un certain nombre de pays sont touchés par l'instabilité liée à des conflits violents associés à des perturbations météorologiques dues au changement climatique. Cette situation a été exacerbée par les conséquences de la guerre en Ukraine. Un grand nombre de personnes, notamment des femmes et des enfants, ont connu une insécurité alimentaire croissante au cours des derniers mois, ce qui a entraîné des perturbations des systèmes alimentaires et des déplacements de population à grande échelle. Dans ces circonstances, les gouvernements nationaux sont confrontés à des défis lorsqu'ils cherchent à mobiliser le soutien financier des partenaires du développement.

Les Coordonnateurs nationaux ont évoqué la menace que le changement climatique et la pénurie d'eau font peser sur les systèmes alimentaires et la sécurité alimentaire. Malgré les différences de revenus et de ressources dont disposent les habitants des différentes nations, les défis sont similaires. Les gouvernements se préparent à soutenir les populations qui devront faire face à des difficultés toujours plus grandes dans les années à venir en raison de la hausse des températures et de la pénurie d'eau. Plusieurs participants considèrent le développement de la sylviculture comme un élément important pour atténuer ces impacts. Les Coordonnateurs ont également réfléchi aux possibilités stratégiques d'expansion de l'agriculture (notamment en améliorant les infrastructures telles que les routes praticables par tous temps) et de création de réserves stratégiques afin de garantir une utilisation efficace des ressources et de réduire les pertes de récoltes. Ils développent des innovations qui peuvent être déployées à bon escient le long des chaînes de valeur alimentaires.

Les Coordonnateurs de [l'Asie-Pacifique](#) ont indiqué que de nombreux gouvernements nationaux ont maintenu les mesures mises en place en réponse aux chocs économiques liés à la COVID-19, les populations les plus pauvres étant particulièrement sensibles aux perturbations permanentes des systèmes alimentaires nationaux. Elles sont également affectées par les chocs résultant d'événements climatiques intenses, tels que les sécheresses et les tempêtes, souvent associés à des glissements de terrain et des inondations. Elles sont vulnérables aux effets des catastrophes naturelles telles que les éruptions volcaniques. L'impact de ces chocs sur le fonctionnement des systèmes alimentaires a mis en évidence l'importance des feuilles de route pour la transformation des systèmes alimentaires nationaux qui répondent aux vulnérabilités des populations et donnent la priorité à la résilience des systèmes alimentaires. Les Coordonnateurs continuent de s'appuyer sur les résultats des Concertations nationales sur les systèmes

---

alimentaires et ont maintenu leurs plateformes d'engagement multi-niveaux et multipartites afin de se concentrer sur le développement de systèmes alimentaires plus résilients aux niveaux local et sous-national. Les plus pauvres tentent de faire face à des augmentations considérables du coût de leur panier alimentaire : ils subissent parfois de sévères réductions des quantités de nutriments qu'ils consomment. Ils doivent pouvoir accéder à des possibilités de protection sociale, notamment à des filets de sécurité réactifs, qui ne sont pas encore pleinement développés dans certains pays de la région.

Les Coordonnateurs d'Europe et d'Asie centrale ont présenté la manière dont leurs pays sont affectés par l'augmentation des coûts de l'énergie, de la nourriture et des engrais. Ils ont souligné la nécessité de développer l'agriculture locale pour assurer à la fois la sécurité alimentaire nationale et une capacité d'exportation accrue. Ils ont souligné que la nourriture pouvait être disponible mais que, dans la pratique, de nombreuses personnes n'y ont pas accès parce qu'elles ne peuvent pas en assumer le coût. Les gouvernements et les parties prenantes des pays voisins de l'Ukraine se considèrent comme responsables du soutien au transport et au stockage des céréales ukrainiennes. Les nations à revenu élevé prennent la responsabilité d'une action coordonnée en faveur d'autres régions du monde. Certains Coordonnateurs ont souligné les compromis difficiles auxquels sont confrontés les gouvernements qui veulent augmenter la production alimentaire tout en respectant les objectifs qu'ils ont fixés pour atteindre un niveau zéro émission de gaz à effet de serre. Dans certains cas, ils cherchent à reporter la date à laquelle ils sont censés atteindre leurs objectifs climatiques, car ils ont peur qu'en réduisant les intrants ou l'intensité de la production en fonction de leurs objectifs, ils ne puissent plus produire suffisamment de nourriture dans les mois à venir. Il s'agit d'une note alarmante qui souligne l'urgence du soutien nécessaire pour que les pays puissent simultanément faire face à l'urgence climatique et améliorer la production alimentaire.

Les Coordonnateurs d'Amérique latine et des Caraïbes ont décrit comment ils sont activement impliqués dans la mise à jour des feuilles de route pour la transformation des systèmes alimentaires. Ils utilisent les feuilles de route pour guider la transformation des systèmes alimentaires tout en introduisant d'autres mesures pour contrer les perturbations actuelles des systèmes alimentaires. L'accent est mis sur les efforts coordonnés visant à améliorer la résilience des moyens de subsistance des populations. Il peut s'agir de protéger les personnes vulnérables, y compris les petits producteurs alimentaires, en réduisant les taxes et en subventionnant les produits essentiels. Ces interventions sont introduites plus lentement dans les contextes où les gouvernements changent, les Coordonnateurs faisant ce qu'ils peuvent pour aider à maintenir l'élan. Ils ont demandé plus d'informations sur la façon dont le Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires fonctionnera dans les mois à venir, sur ce qui sera nécessaire pour le Bilan 2023, et sur la façon dont ils peuvent explorer et s'engager avec les coalitions.

Les Coordonnateurs d'Afrique ont fait part de leurs préoccupations concernant le changement climatique, étant donné l'impact des sécheresses et l'absence de pluies, ou des fortes pluies et des inondations, sur la production agricole et le pastoralisme. Au-delà du climat, les pays d'Afrique ont également été soumis à d'autres événements exceptionnels tels que les maladies qui déciment le bétail, notamment la grippe aviaire et la fièvre de la vallée du Rift, et la recrudescence de parasites envahissants tels que les criquets pèlerins. Les Coordonnateurs ont également rapporté que les gouvernements nationaux redéfinissent les priorités des politiques et des allocations financières relatives

---



aux systèmes alimentaires, compte tenu de l'urgence de la crise actuelle. Les gouvernements nationaux de tout le continent exploitent le potentiel local afin d'accroître la résilience du système. Les activités typiques comprennent la stimulation de la production alimentaire locale, la création d'engrais organiques locaux, l'amélioration des infrastructures de transport locales, le renforcement des opportunités locales d'emploi pour les jeunes et la fourniture de terres supplémentaires aux coopératives agropastorales. Plusieurs Coordonnateurs ont indiqué que de meilleurs systèmes d'alerte précoce permettraient aux gouvernements de mieux réduire les conséquences des chocs en cours. Le calendrier des évaluations est raccourci afin de pouvoir donner un préavis plus important. Les budgets ont déjà été réorientés suite à l'urgence de l'action.

## 8. Nouvelles priorités

Tout au long des sessions, les Coordonnateurs nationaux ont souligné la valeur accordée aux feuilles de route nationales et à l'action coordonnée. Dans toutes les sessions, l'accent a été mis sur le renforcement de la résilience, notamment par l'augmentation de la production locale, le développement de stocks gérés et la prise de mesures pour réduire la thésaurisation. Ils ont identifié certains domaines à intégrer dans les feuilles de route nationales. En Afrique, les Coordonnateurs ont souligné la nécessité de disposer de systèmes et d'outils d'alerte précoce pour anticiper les conséquences prolongées de certains chocs.

Six recommandations pertinentes ont été mises en avant dans la [deuxième note de synthèse du GCRG](#) pour s'assurer que les systèmes alimentaires soient résilients, durables et équitables face aux chocs systémiques :

Première recommandation : [anticiper et se préparer aux impacts inattendus des chocs des systèmes alimentaires](#) dans plusieurs secteurs afin d'assurer la stabilité sociétale et politique globale tout en ne laissant personne de côté. Dans le Pacifique, la nécessité de développer des systèmes de protection sociale qui répondent mieux aux vulnérabilités des personnes est apparue.

Deuxième recommandation : [réduire l'incertitude du marché et contribuer à la stabilité des prix des aliments et des engrais](#) en soutenant un commerce international libre et ouvert et un meilleur accès aux informations sur le marché (notamment par le biais du Système d'information sur les marchés agricoles).

Troisième recommandation : [se concentrer sur la prévention de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition](#) par l'identification des groupes de personnes qui risquent de sombrer dans la pauvreté en veillant à garantir leurs moyens de subsistance et à leur sauver la vie.

Quatrième recommandation : [augmenter les ressources disponibles pour les réponses humanitaires et exempter les achats alimentaires destinés à ces réponses des restrictions à l'exportation](#).

Cinquième recommandation : [la solidarité entre les nations](#). Les Coordonnateurs ont mis l'accent sur l'importance de la solidarité mondiale, sur la nécessité pour les pays à revenu élevé et les entités multilatérales d'offrir un soutien rapide, cohérent et efficace aux pays à faible revenu afin de favoriser la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Elle est essentielle pour éviter de mettre en péril les perspectives à plus long terme

pour les personnes et la planète. Les gouvernements des pays non éligibles aux fonds de l'Association internationale de développement doivent faire l'objet d'une attention particulière.

Sixième recommandation : utiliser les informations locales pour déterminer si les feuilles de route pour la transformation des systèmes alimentaires nationaux doivent être adaptées pour répondre aux besoins des personnes et des lieux vulnérables et contribuer à la résilience face aux chocs permanents. Des informations fiables doivent être obtenues régulièrement sur les expériences de groupes de personnes issues de différentes localités et nations. Elles doivent reposer sur des données en temps réel, ventilées par sexe, âge, lieu, profession et groupe social.

## 9. Coordonnateurs nationaux et futures sessions de points de contact

Les Coordonnateurs nationaux ont estimé que les sessions de points de contact sont précieuses et souhaitent travailler avec le Pôle sur les objectifs et la conception des futures sessions de points de contact, sur la manière dont le Pôle coordonnera l'écosystème de soutien national, sur le rôle que les gouvernements nationaux joueront dans le Bilan 2023 des efforts nationaux de transformation des systèmes alimentaires et sur tout projet de réunions en présentiel à Rome incluant la participation des Représentations permanentes.

Les Coordonnateurs ont exprimé le souhait de continuer à interagir les uns avec les autres, en intégrant les réponses nationales et multi-pays aux crises. Lors de chaque session, les personnes impliquées dans les réponses aux crises ont indiqué à quel point elles appréciaient ces interactions.

Les Coordonnateurs ont indiqué qu'ils sont impatients et prêts à travailler avec les coalitions issues du Sommet et espèrent obtenir leur aide pour mobiliser un soutien financier supplémentaire pour la mise en œuvre. Une liste actualisée des coalitions et de leurs points focaux a été demandée.

## 10. Conclusions

Stefanos Fotiou, directeur du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, a annoncé qu'un résumé de ces points de contact régionaux mettra en évidence certaines des réponses communes et différentes observées dans les régions. Ce résumé sera partagé dans de multiples forums afin de présenter les moyens de faire face à ces multiples crises. Les coordonnées des coalitions et des informations supplémentaires pour le Bilan 2023 seront bientôt partagées. Stefanos Fotiou a remercié les participants pour leur présence aux sessions et il a annoncé que d'autres points de contact régionaux seront programmés.

David Nabarro, co-responsable du volet alimentaire du Groupe de réponse à la crise mondiale des Nations, a fait un bref commentaire à la fin de chaque session. Il a souligné que de nombreux facteurs contribuent à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté dans chaque région. Ces éléments moteurs sont interconnectés : ils ont un impact sur chaque pays, ainsi que sur différents groupes au sein des pays. Les Coordonnateurs ont décrit la façon dont les réponses intégrées sont développées et mises en œuvre et ont indiqué les

types de soutien nécessaires pour le faire plus efficacement. David Nabarro a souligné que ces réponses sont en accord avec les recommandations politiques décrites dans les trois notes de synthèse du GCRG publiées depuis avril 2022<sup>2</sup>. Les expériences décrites par les Coordonnateurs nationaux au cours de ces sessions régionales ont été mises à la disposition du Groupe de réponse aux crises mondiales des Nations Unies.

Il est évident que les feuilles de route pour la transformation des systèmes alimentaires occupent toujours une position centrale dans le cadre du développement de la plupart des pays. L'évolution des crises qui affectent la sécurité alimentaire et la manière dont les gouvernements y répondent pourraient fournir des leçons précieuses pour la reprise, comme indiqué ci-dessus. L'un des messages les plus préoccupants lancés par les pays concerne la menace qui pèse sur les ambitions en matière de réalisation des engagements passés tels que les objectifs climatiques et les ODD. Cette menace ne doit pas se concrétiser et la communauté internationale doit trouver des solutions pour aider ceux qui en ont le plus besoin, en renforçant la capacité des pays à transformer leurs systèmes alimentaires pour accélérer la réalisation des ODD.

---

<sup>2</sup> Les liens vers les trois notes de synthèse du GCRG sont disponibles dans l'annexe 2.

---

## ANNEXE 1 : Participation des pays aux points de contact régionaux, juillet 2022

Au total, ces points de contact régionaux ont accueilli des équipes de coordination de 59 pays et de l'Union européenne.

- La session axée sur le [Proche-Orient et l'Afrique du Nord](#) a entendu des équipes de coordination de 6 pays : Algérie, Bénin, Irak, Jordanie, Qatar, et Soudan. Les Coordonnateurs nationaux du Bénin, de l'Irak et du Soudan étaient présents.
- La session axée sur [l'Asie et le Pacifique](#) a entendu des équipes de coordination de 11 pays : Australie, Cambodge, Japon, République démocratique populaire lao, Népal, Palau, République de Corée, Samoa, Thaïlande, Timor-Leste et Tonga. Les Coordonnateurs nationaux de la République démocratique populaire lao, du Samoa, du Timor-Leste et du Tonga étaient présents.
- La session axée sur [l'Europe et l'Asie centrale](#) a entendu des équipes de coordination de 14 pays et de l'Union européenne : Allemagne, Arménie, Danemark, Espagne, Finlande, Géorgie, Hongrie, Lettonie, Norvège, Suisse, Tadjikistan, Turquie, Ukraine et Royaume-Uni, ainsi que la Commission européenne. Les Coordonnateurs nationaux d'Arménie, de Finlande, de Géorgie, de Hongrie, de Lettonie, d'Espagne et d'Ukraine étaient présents.
- La session axée sur [l'Amérique latine et les Caraïbes](#) a entendu des équipes de coordination de 11 pays : Argentine, Belize, Chili, Colombie, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras et Panama. Les Coordonnateurs nationaux d'Haïti et de Belize étaient présents.
- La session axée sur [l'Afrique](#) a entendu des équipes de coordination de 16 pays : Bénin, Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Eswatini, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Lesotho, Liberia, Maurice, Somalie, Afrique du Sud et Zambie. Les Coordonnateurs nationaux du Bénin, du Burundi, du Ghana, du Lesotho, du Liberia et d'Afrique du Sud étaient présents.

Les Coordonnateurs nationaux ont également été invités à partager des soumissions écrites en réponse aux questions partagées avant la session. Des contributions écrites ont été reçues de 17 pays : Burundi, Cambodge, Cameroun, Danemark, Géorgie, Jordanie, République démocratique populaire lao, Lettonie, Maroc, Namibie, République de Corée, Qatar, Serbie, Soudan, Turquie, Royaume-Uni et Yémen. Les équipes de coordination du Cameroun, du Maroc, de Namibie et de Serbie n'ont pas pu assister aux points de contact régionaux et ont envoyé leurs contributions écrites pour garantir la prise en compte de leurs points de vue.

## ANNEXE 2 : Liens vers les trois notes de synthèse et recommandations politiques du Groupe de réponse à la crise mondiale des Nations Unies

[Note de synthèse du GCRG N° 1](#) : The Global Impact of war in Ukraine on Food, Energy and Finance Systems (13 avril 2022).

[Note de synthèse du GCRGN\\_2](#) : Global impact of the war in Ukraine: Billions of people face the greatest cost-of-living crisis in a generation (8 juin 2022).

[Note de synthèse du GCRG N° 3](#) : Global impact of war in Ukraine: Energy Crisis (août 2022).

---